

Table des matières

Introduction à la Justice	7
<i>Antoine GILLET et Justin VANDERSCHUREN</i>	
Bibliographie sélective	7
Introduction	8
Chapitre I. La règle de droit	8
Section 1. La notion	9
Section 2. La structure et la portée	9
Section 3. Quelques caractéristiques	10
Section 4. Les principales sources	13
Chapitre II. L'organisation judiciaire	14
Section 1. Quelques notions générales	14
Section 2. La vue d'ensemble de l'ordre judiciaire belge	17
Section 3. L'examen des différentes juridictions	18
§ 1. Le juge de paix	18
§ 2. Le tribunal de police	19
§ 3. Le tribunal de première instance	20
§ 4. Le tribunal du travail	23
§ 5. Le tribunal de l'entreprise	24
§ 6. Les présidents des tribunaux	25
§ 7. Le tribunal d'arrondissement	25
§ 8. La cour d'appel	26
§ 9. La cour du travail	26
§ 10. La cour d'assises	27
§ 11. La Cour de cassation	27

PREMIÈRE PARTIE
PROCÉDURE CIVILE 29

Déroulement de la procédure civile et place de l'expertise dans le procès 31

Dominique MOUGENOT

Chapitre I. Qui sont les parties ?	31
Section 1. Les parties originaires	31
Section 2. Les parties intervenantes	31
Chapitre II. Comment introduit-on un procès civil ?	32
Section 1. La citation	32
Section 2. Les autres modes d'introduction	33
Chapitre III. Comment défendre sa position devant le tribunal ?	33
Chapitre IV. Déroulement du procès	34
Section 1. L'introduction	34
Section 2. La mise en état	34
Section 3. L'audience	35
Chapitre V. Jugement	35
Chapitre VI. Place de l'expertise dans le procès	36
Section 1. La procédure qui précède l'expertise	36
Section 2. La procédure qui suit l'expertise	37
Chapitre VII. Voies de recours	37
Chapitre VIII. Principes directeurs du procès civil	39
Section 1. Le droit au procès équitable	39
Section 2. Publicité des audiences	40
Section 3. Rôle du juge et des parties dans le procès	40
§ 1. Principes	40
§ 2. La fixation des limites du litige	41
§ 3. La direction du procès	42
§ 4. La tâche juridictionnelle	42
Section 4. Caractère écrit et oral de la procédure	43
Section 5. Principe du contradictoire	43

Section 6. Égalité des armes	44
Section 7. Loyauté procédurale	45
Section 8. Célérité	45
Section 9. Économie de procédure	45
Chapitre IX. La preuve en matière civile	46
Section 1. Charge de la preuve et administration de la preuve	46
Section 2. Le rôle du juge dans l'administration de la preuve	48
Section 3. Les mesures d'instruction	48
La conciliation dans l'expertise judiciaire	51
<i>Bénédicte INGHELS</i>	
Introduction	51
Chapitre I. Bref commentaire du texte légal	54
Chapitre II. Les principes fondamentaux de la conciliation dans l'expertise judiciaire	56
Section 1. La compétence technique	57
Section 2. Le respect du contradictoire	59
Section 3. L'impartialité	61
Section 4. La confidentialité ?	64
Conclusion	66
L'expertise amiable	69
<i>Dominique MOUGENOT</i>	
Chapitre I. Définition	69
Chapitre II. Comparaison avec l'expertise judiciaire	69
Section 1. Différences	69
Section 2. Ressemblances	70
Chapitre III. Modalités de l'expertise amiable	71
Section 1. Nombre d'experts	71
Section 2. Mission de l'/des expert(s)	71
Section 3. Procédure	71
Section 4. Coût	73

Chapitre IV. Valeur du rapport	73
Section 1. Valeur du rapport d'expertise amiable ordinaire	73
Section 2. Valeur du rapport d'expertise amiable irrévocable	74
L'expertise judiciaire	77
<i>Dominique MOUGENOT</i>	
Chapitre I. Sources législatives	77
Chapitre II. Statut de l'expert	77
Section 1. Généralités	77
§ 1. Registre des experts	77
§ 2. Langue de l'expert	78
§ 3. L'expert est une personne physique	78
Section 2. Indépendance de l'expert	78
§ 1. Indépendance de l'expert par rapport au juge	78
§ 2. Indépendance de l'expert par rapport aux parties	79
§ 3. L'expert n'est pas partie au procès	79
Section 3. Fonction de l'expert	80
§ 1. Nature de la fonction de l'expert	80
§ 2. Caractère technique de la mission de l'expert	80
§ 3. Caractère personnel de la mission de l'expert	80
§ 4. Pouvoirs d'investigation de l'expert	81
Chapitre III. Caractère subsidiaire de l'expertise	82
Section 1. Principe	82
Section 2. Refus de l'expertise	83
§ 1. Absence de commencement de preuve apportée par le demandeur	83
§ 2. Absence de pertinence des points susceptibles d'être établis par expert	83
§ 3. Disparition des éléments de preuve due à l'écoulement du temps	83
§ 4. Coût disproportionné de l'expertise	84
Section 3. Alternatives à l'expertise	84
§ 1. Description des alternatives possibles	84

§ 2. L'expertise simplifiée	84
Chapitre IV. La désignation de l'expert et la mise en route de l'expertise	86
Section 1. La désignation de l'expert	86
§ 1. Mode de désignation	86
§ 2. Appel de la décision désignant l'expert	88
§ 3. Effets de la décision désignant l'expert	89
§ 4. Qui peut-on désigner?	89
§ 5. Contenu de la décision	90
Section 2. La mise en route de l'expertise	91
Section 3. La réunion d'installation	92
§ 1. Mécanisme	92
§ 2. Critique du système	93
Section 4. Communication du dossier à l'expert et collaboration des parties à l'expertise	94
§ 1. Communication du dossier	94
§ 2. Collaboration des parties à l'expertise	94
§ 3. Sanction	94
Section 5. Délai de l'expertise	95
Chapitre V. Déroulement de l'expertise	96
Section 1. Les réunions d'expertise	96
Section 2. Les rapports intermédiaires semestriels	96
Section 3. La conciliation	96
Section 4. Assistance de tiers	97
Section 5. Audition de témoins par l'expert	97
Section 6. Incidents	97
§ 1. Contrôle du juge	97
§ 2. Remplacement de l'expert	99
§ 3. Comparution en cours d'expertise d'une partie défaillante	100
§ 4. Intervention forcée durant l'expertise	101
Chapitre VI. Rapport	101
Section 1. Préliminaires – Avis provisoire de l'expert	101

§ 1. L'expression de l'avis de l'expert dans les préliminaires	102
§ 2. Les observations des parties	102
Section 2. Rapport final	103
Section 3. Appréciation du rapport par le juge	104
Section 4. Nullités et sanctions	104
§ 1. Nullités	104
§ 2. Inopposabilité du rapport aux parties	105
§ 3. Écartement de tout ou partie du rapport	106
Section 5. Expertise nouvelle et complément d'expertise	106
Section 6. Langue du rapport	106
§ 1. Langue du rapport d'expertise	106
§ 2. Langue des pièces et annexes	107
§ 3. Langue utilisée dans la correspondance et au cours des réunions	107
Section 7. Notification de la décision statuant sur le rapport	108
Chapitre VII. Provision et honoraires	108
Section 1. Provision	108
§ 1. Régime légal	108
A. Fixation et consignation de la provision	108
B. Libération de la provision	109
C. Suspension de la mission en cas de défaut de consignation	110
D. La T.V.A. sur la provision	111
E. Procédure à suivre pour les compléments de provision	111
F. Notification de la consignation	112
§ 2. Partie tenue de verser la provision	112
Section 2. Fixation des frais et honoraires	114
§ 1. Procédure	114
A. Principe	114
B. Procédure en cas d'absence de réaction des parties	115
C. Procédure de taxation en cas de contestation	116

D. Dommages-intérêts à charge de l'expert	116
E. Déblocage des provisions après taxation	117
§ 2. Critères d'évaluation	117
A. Principe	117
B. Barèmes	118
§ 3. Partie tenue de supporter les honoraires	119
Section 3. Adjudication définitive des frais	119
Section 4. Assistance judiciaire	120

DEUXIÈME PARTIE DROIT PÉNAL ET PROCÉDURE PÉNALE 123

Introduction à la responsabilité pénale 125

Nathalie COLETTE-BASECQZ

Principaux ouvrages de référence 125

Introduction 125

Chapitre I. Objet du droit pénal 127

Chapitre II. Réforme du Code pénal 127

 Section 1. Contexte et principes directeurs de la réforme 127

 Section 2. Classification des infractions selon huit niveaux de peine 128

 Section 3. Objectifs de la peine 129

Chapitre III. Principe de légalité et ses corollaires 129

 Section 1. Portée du principe de légalité 129

 Section 2. Interprétation stricte de la loi pénale 130

 Section 3. Application de la loi pénale dans le temps 130

Chapitre IV. L'infraction 131

 Section 1. Définition 131

 § 1. Les éléments constitutifs 132

 A. L'élément matériel 132

 B. L'élément moral 139

 § 2. Les éléments aggravants 147

 § 3. Les facteurs aggravants 148

Section 2. La tentative punissable	148
§ 1. Notion	149
§ 2. Conditions	149
A. Les conditions de la tentative	149
B. L'exemption de peine dans le chef de celui qui s'est désisté volontairement	152
§ 3. La peine en cas de tentative punissable	153
§ 4. La peine en cas de provocation à commettre une infraction	153
Section 3. Les causes de justification	153
§ 1. L'ordre ou l'autorisation de la loi	154
§ 2. L'ordre de l'autorité	155
§ 3. L'état de nécessité	156
§ 4. La légitime défense	158
§ 5. La résistance légitime aux abus de l'autorité	159
Chapitre V. Les auteurs et participants	159
Section 1. Le principe de responsabilité individuelle	160
Section 2. La qualité d'auteur	160
Section 3. La responsabilité pénale des personnes morales	161
§ 1. Quelles personnes morales ?	161
§ 2. Un lien intrinsèque entre l'infraction et la personne morale	162
§ 3. Une culpabilité propre à la personne morale	164
§ 4. Concours de responsabilité entre personnes physiques et personnes morales	171
§ 5. Les peines applicables aux personnes morales	171
§ 6. La désignation d'un mandataire <i>ad hoc</i>	172
Section 4. La participation punissable	172
§ 1. Assimilation de l'auteur et du participant	172
§ 2. Les conditions de la participation punissable	172
A. La réalisation d'une infraction principale ou de sa tentative	173
B. Une contribution significative à la réalisation de cette infraction ou de sa tentative	174

C. Un dol général	174
D. L'accomplissement d'un acte de participation prévu par la loi	176
Section 5. L'imputation des éléments aggravants et des facteurs aggravants aux auteurs et participants	177
Chapitre VI. Les causes d'exemption de culpabilité	178
Section 1. La force irrésistible	179
Section 2. L'erreur invincible	182
Chapitre VII. Les causes de non-imputabilité	184
Section 1. Le trouble mental	184
§ 1. Une abolition des facultés mentales au moment des faits	184
§ 2. Le trouble mental au moment du jugement et la possibilité d'une mesure d'internement	185
§ 3. La mesure de protection de la société à l'égard des personnes condamnées et souffrant d'un trouble psychiatrique	186
Section 2. La minorité	187
Chapitre VIII. Les causes d'excuse	187
Section 1. Les excuses absolutoires	188
Section 2. Les excuses atténuantes	188
§ 1. L'excès de légitime défense	188
§ 2. La minorité	189
§ 3. La provocation pour le meurtre et les actes de violence	189
Chapitre IX. La peine	190
Section 1. Nouvelle échelle des peines	190
Section 2. Panel des peines	190
Section 3. Récidive	191
Section 4. Concours	193
Section 5. Suspension et sursis	194
§ 1. La suspension du prononcé de la condamnation	195
A. Effet	195
B. Conditions	196

C.	Délai d'épreuve	196
D.	Juridictions pouvant l'ordonner	196
E.	Révocation	196
§ 2.	Le sursis à l'exécution des peines	197
A.	Effet	198
B.	Modalités	198
C.	Conditions	198
D.	Délai d'épreuve	199
E.	Juridictions pouvant l'ordonner	199
F.	Révocation	199
Section 6.	Circonstances atténuantes	199
Section 7.	Le rapport d'information	200
Section 8.	L'avis d'un expert ou d'un service spécialisé dans la guidance ou le traitement des délinquants sexuels ou terroristes	200
Introduction au droit de la procédure pénale		
Principes directeurs et déroulement du procès pénal		201
<i>Bertrand RENARD</i>		
	Introduction	201
Chapitre I.	Les principes directeurs du droit de la procédure pénale	202
Section 1.	Procédure accusatoire et procédure inquisitoire	202
Section 2.	Les principes d'impartialité, d'indépendance et de séparation des fonctions de justice répressive	203
§ 1.	L'indépendance des autorités judiciaires	203
§ 2.	L'impartialité du juge	204
§ 3.	La séparation des fonctions de justice répressive	205
Section 3.	La présomption d'innocence et le droit au silence	206
§ 1.	La présomption d'innocence	206
§ 2.	Le droit au silence	206
Section 4.	Le respect des droits de la défense	207
Section 5.	Le droit à un procès équitable	208
Section 6.	La publicité des débats devant la juridiction de jugement	209

Section 7. Le délai raisonnable	209
Section 8. La motivation des décisions judiciaires et le droit à un double degré de juridiction	210
Section 9. Le droit à la liberté individuelle	211
Section 10. Le droit au respect de la vie privée et familiale	211
Section 11. Le droit à l'égalité de traitement et de non-discrimination	212
Chapitre II. Les sources	212
Section 1. La Constitution	212
Section 2. Les traités internationaux	212
Section 3. Le Code d'instruction criminelle	214
Section 4. Les lois complémentaires	214
Section 5. Le Code judiciaire	214
Section 6. Les principes généraux du droit	215
Chapitre III. L'empire des lois de procédure pénale	215
Chapitre IV. Distinctions fondamentales : action publique/action civile	216
Chapitre V. Les étapes du procès pénal	218
Section 1. La phase préliminaire du procès pénal	218
§ 1. Les acteurs de la phase préliminaire du procès pénal	218
A. Les fonctionnaires de police	218
B. Le ministère public	220
C. L'auteur de l'infraction (personne physique ou morale)	223
D. Le civilement responsable	223
E. La partie civile	223
F. Les parties intervenant volontairement ou de manière forcée	223
G. Le juge d'instruction	224
H. Les juridictions d'instruction	224
I. Les maisons de justice	224
§ 2. Les caractéristiques de la phase préliminaire du procès pénal	225
A. Le caractère écrit	225

B.	Le caractère unilatéral	225
C.	Le secret de l'information et de l'instruction	225
§ 3.	L'information préliminaire	226
A.	Définition de l'information	227
B.	La recherche proactive	227
C.	La compétence territoriale du ministère public	228
D.	La politique criminelle	228
E.	Les actes de police judiciaire et d'information	228
F.	La place de l'expertise à l'information	229
G.	La mini-instruction	230
H.	La fin de l'information	230
§ 4.	L'instruction judiciaire	231
A.	Définition de l'instruction	231
B.	Les actes d'instruction	233
C.	La place de l'expertise dans l'instruction	234
D.	Le déroulement et la clôture de l'instruction	235
Section 2.	La phase de jugement	236
§ 1.	Les juridictions de jugement	236
A.	Organisation	237
B.	Compétence	237
§ 2.	Le déroulement du procès pénal	237
A.	La publicité	238
B.	L'oralité des débats	238
C.	Le principe du contradictoire	238
D.	L'assistance d'un avocat	239
E.	Le délai raisonnable	239
§ 3.	La preuve	239
A.	La charge de la preuve et la manifestation de la vérité	239
B.	La recevabilité des preuves	240
C.	L'appréciation de la valeur probante des éléments de preuve	240
D.	Aperçu de certains moyens de preuve	240

§ 4. L'instruction d'audience et les débats	241
§ 5. Le jugement	242
A. La délibération des juges et le prononcé du jugement	242
B. Les voies de recours	242
Pour en savoir plus	243
L'action publique et l'action civile	245
<i>Gian-Franco RANERI</i>	
Chapitre I. Notions générales	246
Section 1. Définitions	246
Section 2. Critères de distinction	246
Section 3. Indépendance	247
Section 4. Interférences	248
§ 1. Interférences de l'action civile sur l'action publique	248
§ 2. Interférences de l'action publique sur l'action civile	249
Chapitre II. Action publique	251
Section 1. Les sujets de l'action publique	251
§ 1. Titulaires de l'action publique	251
§ 2. Personnes à charge de qui l'action publique peut être exercée	252
Section 2. Exercice de l'action publique	253
Section 3. Extinction de l'action publique	261
§ 1. Décès (personne physique) ou dissolution (personne morale) de l'auteur de l'infraction	261
§ 2. Dépassement très grave du délai raisonnable	261
§ 3. Prescription	262
A. Notion et raisons d'être	263
B. Caractères	263
C. Longueur du délai	265
D. Point de départ du délai	266
E. Saisine de la juridiction de jugement	266
F. Suspension du délai	266
ANTHEMIS	385

G.	Calcul : de quantième à veille de quantième	267
H.	Sort de l'action civile	267
I.	Recouvrement des droits fiscaux ou d'amendes fiscales	267
§ 4.	Chose jugée	268
§ 5.	Transaction pénale	268
§ 6.	Ordre de paiement	273
§ 7.	Procédure de médiation et mesures (Médiation pénale)	275
§ 8.	Amnistie	278
§ 9.	Abrogation de la loi pénale	278
§ 10.	Action « civile » <i>sui generis</i> intentée par l'auditeur du travail devant les juridictions du travail	279
§ 11.	Application d'une sanction administrative	279
§ 12.	Désistement de la partie civile dans les infractions sur plainte	280
Chapitre III.	Action civile	280
Section 1.	Les sujets de l'action publique	280
§ 1.	Titulaires de l'action civile	280
§ 2.	Personnes contre qui l'action civile peut être exercée	281
Section 2.	Exercice de l'action civile	282
Section 3.	Extinction de l'action civile	290
	Bibliographie sommaire	292
	L'expertise pénale	293
	<i>François DESSY et Lucas PINELLI</i>	
	Introduction	293
Chapitre I.	L'objet de l'expertise pénale	296
Section 1.	L'élément matériel	297
Section 2.	L'élément moral	298
Section 3.	L'application de la loi pénale	299
Section 4.	L'évaluation du dommage	300
Chapitre II.	Les caractéristiques de l'expertise pénale	301

Section 1. L'utilité	301
Section 2. La subsidiarité	302
Section 3. La confidentialité	303
Section 4. La contradiction	304
Section 5. L'indépendance et l'impartialité	307
Section 6. Le droit au silence	308
Section 7. La valeur probante	309
Chapitre III. Le contrôle de l'expertise	309
Section 1. Le contrôle exercé par le juge d'instruction et la chambre des mises en accusation	309
Section 2. Le contrôle lors du règlement de la procédure et par la juridiction de fond	311
Section 3. Le remplacement et la récusation	312

TROISIÈME PARTIE

REGISTRE DES EXPERTS, DÉONTOLOGIE ET RESPONSABILITÉ DES EXPERTS

313

Le registre des experts

315

Dominique MOUGENOT

Introduction

315

Chapitre I. Le titre d'expert

316

Chapitre II. Le registre national

317

Chapitre III. L'inscription au registre national

319

Chapitre IV. Durée et prolongation de l'inscription

326

Chapitre V. Suspension et radiation

326

Chapitre VI. Recours

328

Déontologie de l'expert judiciaire

329

Dominique MOUGENOT

Chapitre I. Généralités

329

Chapitre II. Le secret professionnel

330

Section 1. Secret professionnel et devoir de discrétion	330
Section 2. Secret professionnel de l'expert	332
Section 3. Conséquences du secret professionnel de l'expert	336
Section 4. Exceptions au secret professionnel	337
§ 1. Principe	337
§ 2. Exceptions découlant de la loi	338
§ 3. Exceptions découlant de principes généraux	340
Section 5. Le caractère confidentiel de la phase de conciliation	341
Chapitre III. L'indépendance et l'impartialité	341
Section 1. L'indépendance et l'impartialité – Principe	341
Section 2. Les causes de récusation	343
Section 3. La procédure de récusation	346
Chapitre IV. Autres obligations déontologiques	347
Section 1. Respect de la dignité de la profession	347
Section 2. Diligence et respect des règles de l'art – Obligations diverses	348
Section 3. Intervention de sapiteurs	349
Section 4. Aspects financiers de l'expertise	350
Section 5. Formation continue et assurance	350
Section 6. Protection de la vie privée	351
Responsabilité civile de l'expert judiciaire	353
<i>Bertrand DE CONINCK</i>	
Chapitre I. La faute de l'expert judiciaire	353
Section 1. Principes	353
Section 2. Faute procédurale et faute technique	357
§ 1. Faute procédurale	357
§ 2. Faute technique	358
Chapitre II. Le dommage et le lien causal	359
Section 1. Le dommage	359
Section 2. Le lien causal	359
§ 1. Principe	359

§ 2. La perte d'une chance (responsabilité proportionnelle)	360
ANNEXES	363
Arrêté royal fixant le Code de déontologie des experts judiciaires en application de l'article 991^{quater}, 7^o, du Code judiciaire	363
Petit lexique procédural	367